

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 21 MARS 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 22/202 PLAN DE RECEPTION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS D'EXPLOITATION DES NAVIRES ET DES RESIDUS DE CARGAISON DU PORT DE SAINT-ELME		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Francis ROUX, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/202

BUREAU DU 21 MARS 2022

**O B J E T : PLAN DE RECEPTION ET DE TRAITEMENT DES
DECHETS D'EXPLOITATION DES NAVIRES ET DES
RESIDUS DE CARGAISON DU PORT DE SAINT-ELME**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports et notamment son article R.5314-7,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°19/02/24 du 13 février 2019 portant sur le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison du port de Saint-Elme,

VU l'avis favorable du Conseil Portuaire du 3 novembre 2021,

CONSIDERANT que le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison des navires du port précité est arrivé à échéance et qu'il y a lieu de le renouveler pour la période 2022-2027,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE UNIQUE

D'APPROUVER le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison du port de Saint-Elme.

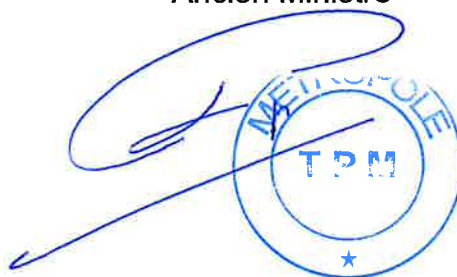
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

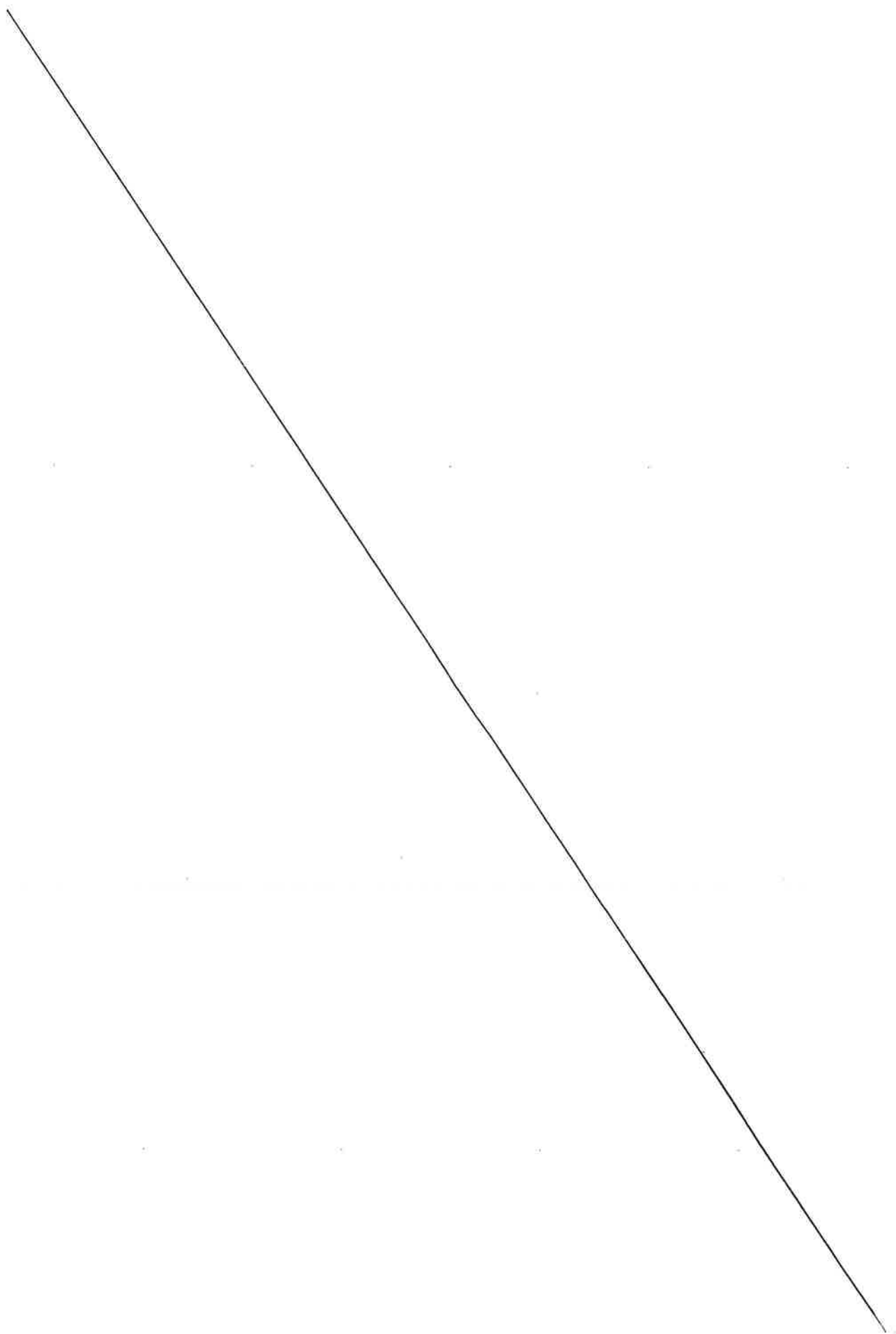
Fait à Toulon, le 21 mars 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





PLAN DE RECEPTION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS D'EXPLOITATION DES NAVIRES ET DES RESIDUS DE CARGAISON



PORT DE SAINT ELME
Commune de La Seyne-sur-Mer

Validité 2022-2027

Contenu

1.	GENERALITES	3
1.1.	Objet du plan	3
1.2.	législation applicable	3
2.	EVALUATION DES BESOINS	4
2.1.	Présentation du port	4
2.2.	Déchets d'exploitation produits par les navires fréquentant habituellement le port.....	5
2.2.1.	Déchets solides	5
2.2.2.	Déchets liquides	5
3.	TYPE ET CAPACITE DES INSTALLATIONS DE RECEPTION PORTUAIRE	6
3.1.	Equipements disponibles pour le traitement des déchets solides	6
3.2.	Equipements disponibles pour le traitement des déchets liquides.....	6
4.	PROCEDURES DE RECEPTION ET DE COLLECTE DES DECHETS D'EXPLOITATION	7
4.1.	Pour les déchets solides	7
4.2.	Pour les déchets liquides	7
4.3.	L'AIRE DE CARENAGE	7
5.	TARIFICATION	8
6.	PROCEDURE DE SIGNALEMENT DES INSUFFISANCES CONSTATEES DANS LES INSTALLATIONS DE RECEPTION	8
7.	REGLEMENTATION DES CONTRAVENTIONS	8
8.	PROCEDURES DE CONSULTATION PERMANENTE.....	9
9.	TITULAIRES DES MARCHES DE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS PORTUAIRES	9
10.	COORDONNEES DES PERSONNES CHARGEES DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI	10
11.	EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE RECEPTION PORTUAIRE	10

1. GENERALITES

1.1. OBJET DU PLAN

Le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison est le document de référence permettant à l'ensemble des usagers du port de connaître les dispositions prises par le port en matière de collecte des déchets et résidus, les services disponibles, et leurs conditions d'utilisation.

Le plan est mis à la disposition des usagers qui sont invités à en prendre connaissance dans le bureau du port.

1.2. LEGISLATION APPLICABLE

La convention internationale de Londres du 2 novembre 1973 relative à la prévention de la pollution complétée par le protocole du 17 février 1978 dit « Convention MARPOL 73/78 » constitue le fondement de la prévention et répression de la pollution en mer des navires.

Les annexes I, II, IV, V et VI de cette convention déterminent les règles de rejet des effluents et des déchets qui peuvent être déversés par les navires dans le milieu marin et imposent aux parties de la Convention d'assurer la fourniture d'installations de réception adéquates dans les ports.

Les plans de réception et de traitement des déchets d'exploitation et résidus de cargaison constituent une mesure d'application de la directive 2000/59/CE, adoptée par le Parlement Européen et le Conseil le 27 novembre 2000 et modifiée dans son annexe II par la directive 2015/2087/CE du 18 novembre 2015.

Cette directive s'inscrit dans le cadre de la politique communautaire en matière d'environnement, qui, dans le prolongement des conventions de l'Organisation Maritime Internationale, vise à assurer la protection du milieu marin contre les pollutions liées au transport maritime. La directive 2000/59/CE a été transposée en droit interne par plusieurs dispositions législatives et réglementaires, toutes codifiées dans le Code des transports, à l'exception de deux arrêtés ministériels datés des 5 et 21 Juillet 2004.

Conformément à l'article R5314-7 du Code des Transports : « Pour répondre aux besoins des navires utilisant habituellement le port, l'autorité portuaire établit, dans des conditions qu'elle détermine, notamment en ce qui concerne la consultation des usagers, un plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison. Un plan de réception et de traitement des déchets, établi dans les conditions prévues par les autorités portuaires intéressées, peut être commun à plusieurs ports. Le plan fait l'objet d'un réexamen par l'autorité portuaire tous les trois ans ainsi qu'après toute modification significative de l'exploitation du port. Il est communiqué au représentant de l'Etat. Le contenu du plan est conforme aux prescriptions de l'arrêté conjoint du ministre chargé des ports maritimes et du ministre chargé de l'environnement définissant le contenu et les modalités d'élaboration de ces plans, qui comportent notamment le recensement des besoins et des installations utilisables, les procédures de réception et le système de tarification. »

Les principaux règlements en droit français sont :

- le décret 2003-920 du 22 septembre 2003 portant transposition de la Directive 2000/59/CE sur les installations de réception portuaires pour les déchets des navires ;
- l'arrêté du 7 juillet 2009 portant modification de l'arrêté du 21 juillet 2004 relatif aux plans de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison dans les ports maritimes ;
- l'arrêté du 18 novembre 2016 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2004 portant sur les informations à fournir au port par les capitaines des navires sur les déchets d'exploitation et les résidus de cargaison de leurs navires ;
- le Code des Transports, annexe à l'ordonnance n° 201061307 du 28 octobre 2010, articles L.5334-7 à L.5334-11, L.5336-11, R.5321-1, R.5321-37 à R.5321-39, R.5334-4 à R.5334-7.

Cette réglementation s'applique à l'ensemble des ports maritimes, quelle que soit leur activité (Pêche / Plaisance / Commerce) et quel que soit leur statut. Elle a principalement pour objet :

- de permettre à l'ensemble des usagers de l'ensemble des ports de disposer d'installations adaptées pour recevoir les déchets d'exploitation et résidus de cargaison de leurs navires,
- d'imposer aux navires de commerce et à certains grands navires de plaisance une obligation d'information préalable du port sur leurs besoins en matière d'installations de réception,

- d'organiser et planifier la réception des déchets et résidus de cargaison,
- de rendre obligatoire l'utilisation par les navires des installations de réception des déchets et résidus mises à leur disposition, sous peine d'amende pouvant aller jusqu'à 40.000 euros,
- de mettre en place un mécanisme de financement incitatif, reposant sur le principe pollueur – payeur.

Conformément au décret n° 2021-1166 du 8 septembre 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux installations de réception portuaires pour le dépôt des déchets des navires, modifiant la directive 2010/65/UE et abrogeant la directive 2000/59/CE, le plan de réception et de traitement des déchets des navires prévu par l'article L. 5334-9-1 est établi pour cinq ans.

Les plans de réception et de traitement des déchets des navires dans les ports établis et approuvés en application des articles R. 5312-90 et R. 5314-7 du code des transports applicables avant la date de publication du présent décret restent en vigueur jusqu'à la date prévue pour leur révision, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022.

Les dispositions des articles R. 5321-1, R. 5321-37, R. 5321-38, R. 5321-39, R. 5321-50 du code des transports sont applicables dans leur rédaction issue du présent décret à compter du 1er janvier 2022.

Les articles R. 5321-44-1 et R. 5321-50-1 du code des transports créés par le présent décret entrent en vigueur au 1er janvier 2022.



L'attention des usagers est appelée sur l'obligation légale de dépôt systématique, dans les installations appropriées, des déchets et résidus de cargaison produits par leurs navires.

2. EVALUATION DES BESOINS

2.1. PRESENTATION DU PORT

Le port de Saint-Elme est un port pittoresque de plaisance et de pêche du littoral varois, situé dans un espace riche et fragile, qui se distingue notamment par la proximité d'un vaste herbier de posidonies, dont le caractère remarquable a été identifié au travers d'un classement en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF).

L'autorité portuaire s'était engagée dans la démarche « Ports Propres » depuis 2011. Le plan d'action, réalisé dans le cadre de l'étude diagnostic, a déterminé 5 objectifs à atteindre :

1. Amélioration de la qualité du milieu
2. Gestion des déchets
3. Gestion de l'eau et de l'énergie
4. Prévention des pollutions accidentelles
5. Communication - sensibilisation

La mise aux normes environnementales de l'aire de carénage a été réalisée en 2017 et contribue à avancer sur le premier objectif (amélioration de la qualité des eaux). La construction d'un point propre destiné aux déchets dangereux diffus issus de l'exploitation portuaire est en projet.

La gestion des déchets portuaires, dans le but de limiter l'impact des activités portuaires sur l'environnement, consiste à pratiquer le tri des déchets portuaires avec traçabilité et valorisation. Les déchets ménagers sont triés et valorisés et les déchets dangereux sont triés et évacués vers des installations classées ayant reçu les agréments préfectoraux, en vue soit d'être valorisés, soit d'être éliminés dans des installations de stockage, soit d'être commercialisés.

La capacité d'accueil totale du port est de 165 places dont :

- ❖ 67 places fixes,
- ❖ 74 de places pour les navires de passage,
- ❖ 11 unités de pêche,
- ❖ 9 unités de plongée et sports nautiques
- ❖ 1 unité pour les annexes
- ❖ 2 unités pour l'aire de carénage et la cale de mise à l'eau
- ❖ 1 place mise à disposition de la Société Nautique des Sauveteurs en Mer en saison estivale.

2.2. DECHETS D'EXPLOITATION PRODUITS PAR LES NAVIRES FREQUENTANT HABITUELLEMENT LE PORT

2.2.1. Déchets solides

- **Déchets ménagers** : ce sont des déchets solides issus principalement des cuisines et de la vie interne du navire : déchets alimentaires, emballages, plastiques, papiers stockés à bord en sacs poubelles.
- **Déchets dangereux portuaires solides** :
 - emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP),
 - produits phytosanitaires non utilisés (PPNU),
 - emballages souillés,
 - piles, batteries et accumulateurs,
 - filtres à huile, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés,
 - aérosols,
 - déchets d'équipements électriques et électroniques,
 - déchets pyrotechniques : fusées détresse périmées,
 - bouteilles de gaz.
- **Dépôts d'encombrants** :
 - déchets industriels banals (ferrailles, métaux non ferreux, papiers-cartons, verre, textiles, plastiques...),
 - déchets liés aux activités portuaires : palettes, morceaux d'épaves, filets de pêche, casiers, flotteurs, cordages...
 - déchets rejetés par la mer : pneumatiques, plastique, bois, branchages et macro déchets de manière générale,
 - matériaux composites,
 - déchets inertes.

2.2.2. Déchets liquides

- **Huiles usagées** : ce sont les huiles récoltées, essentiellement à partir des opérations de vidanges mécaniques,
- **Hydrocarbures**,
- **Solvants usés**
- **Eaux de cales machines** : ce sont des eaux de nettoyage des machines chargées en hydrocarbures,
- **Eaux grises ou noires** : ce sont les eaux usées issues des cuisines, lavabos et douches (eaux grises) ou des sanitaires (eaux noires).

3. TYPE ET CAPACITE DES INSTALLATIONS DE RECEPTION PORTUAIRE

3.1. EQUIPEMENTS DISPONIBLES POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS SOLIDES

EQUIPEMENTS DISPONIBLES	OUI/ NON	QUANTITES DISPONIBLES	VOLUME DES CONTAINERS
Bac à ordures ménagères	OUI	1	660 litres
Container plastique	OUI	1	2 m3
Container carton/ Papier	OUI	1	2 m3
Verre	OUI	1	2 m3
Batteries	NON		
Piles	NON		
Fusées	NON		
Toxiques ¹	OUI	1	700 kg
Corbeilles	NON		
Bois	NON		
Ferraille	NON		
Pneumatiques	NON		
Bidons d'huiles	OUI	1	700 kg

3.2. EQUIPEMENTS DISPONIBLES POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS LIQUIDES

EQUIPEMENTS DISPONIBLES	OUI/ NON	QUANTITES DISPONIBLES	VOLUME DES CONTAINERS
Huiles de vidange	OUI	1	1000 litres
Huiles de fritures	NON		
Eaux de cale	NON		
Eaux grises	NON		
Eaux noires	NON		

¹ Restes de colle, vernie, chiffons souillés, pots de peinture, acides bases, aérosols vides...

4. PROCEDURES DE RECEPTION ET DE COLLECTE DES DECHETS D'EXPLOITATION

4.1. POUR LES DECHETS SOLIDES

Le volume des ordures ménagères représente environ 10 500 litres par mois en hiver et 15 800 litres par mois en été. Les deux containers sont vidés, trois fois par semaine en été et deux fois par semaine en hiver.

La collecte et le traitement des ordures ménagères sont assurés par la Direction de la Collecte et du Traitement des déchets de la Métropole est l'entreprise Véolia. Le tri et la valorisation des ordures ménagères sont assurés par le SITOMAT (Syndicat Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise).

Les déchets dangereux sont stockés dans des collecteurs homologués fermés et évacués vers des installations classées ayant reçu les agréments préfectoraux, en vue soit d'être valorisés, soit d'être éliminés dans des installations de stockage, soit d'être commercialisés.

En attendant la construction d'un point propre fermé, certains conteneurs sont disposés provisoirement sur l'aire de carénage en libre accès et d'autres sont gérés et contrôlés en capitainerie. Les premiers en libre accès concernent les huiles de vidanges, les déchets toxiques et les bidons d'huile. Les seconds sous contrôle de la capitainerie concernent les piles.

Les déchets pyrotechniques représentent un danger et ne doivent pas être mélangés dans les ordures ménagères. Ils sont stockés dans un collecteur spécifique homologué, accessible auprès du maître de port.

Ils sont collectés, transportés et éliminés par une entreprise agréée dans des sites de destruction, autorisés à l'activité de démantèlement et de destruction d'engins explosifs provenant de l'extérieur. Les matières ferreuses sont recyclées et les fumées sont traitées afin d'éviter toute pollution atmosphérique. De plus, l'énergie dégagée lors du brûlage permet la fabrication d'électricité.

Le nettoyage du plan d'eau est effectué tous les jours par l'agent portuaire, afin de limiter la présence de macro-déchets (plastique, végétaux, bidons...). Les terre-pleins et les quais sont également nettoyés quotidiennement.

4.2. POUR LES DECHETS LIQUIDES

Les huiles de vidange collectées dans un collecteur homologué situé provisoirement installé sur l'aire de carénage. Ce collecteur est vidé régulièrement une entreprise agréée.

L'aire de carénage est équipée d'une unité de traitement des eaux et de caniveaux. La récupération des boues de décantation ainsi que le curage de cet équipement sont aussi assurés par une entreprise agréée. Des bordereaux de suivi (BDS) sont délivrés pour chaque prestation.

4.3. L'AIRE DE CARENAGE

Un nouvel arrêté préfectoral datant du 31 mai 2021 porte prescriptions spécifiques, en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, à l'exploitation des aires de carénage dans le Var au regard des rejets de polluants vers le milieu marin.

Toutes les aires de carénage implantées dans le département du Var sont concernées par ledit arrêté. Toutefois, il ne s'applique pas aux aires de carénage dont la capacité reste strictement inférieure à 2 navires par jour et justifiant de mesures de pollution réalisées sur les effluents bruts inférieurs au seuil R1, en période d'activité nominale.

L'aire de carénage du port de Saint-Elme est équipée d'une unité de traitement des eaux permettant le carénage des bateaux sur une plateforme étanche dont les eaux de ruissellement sont collectées par des caniveaux. Sa capacité est de 2 bateaux par jour.

Le responsable du respect de la mise en œuvre de cet arrêté est le maître d'ouvrage c'est-à-dire l'autorité portuaire. Un suivi qualitatif et quantitatif sera réalisé par le maître d'ouvrage en sortie de chaque ouvrage de traitement des aires de carénage chaque année en période d'activité maximale par temps sec lors d'une phase de carénage avant rejet dans le milieu. Un rapport annuel sera réalisé détaillant les conditions de fonctionnement, d'entretien et de surveillance. Ce rapport sera transmis à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du Var avant le 1er mars de l'année N+1.

5. TARIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article R.5321-37 du Code des Transports, les coûts de réception et de traitement des déchets d'exploitation d'un navire faisant escale dans un port sont à la charge de l'armateur ou du capitaine de navire (plaisance), quel que soit le prestataire qui réalise ces opérations.

Les installations de réception et de traitement des déchets d'exploitation sont mises, par le port, à la libre disposition des usagers. Le coût de fonctionnement est inclus dans les redevances d'amarrage.

6. PROCEDURE DE SIGNALEMENT DES INSUFFISANCES CONSTATEES DANS LES INSTALLATIONS DE RECEPTION

En cas d'insuffisance ou de dysfonctionnement des installations de réception portuaires ou encore en cas de difficultés rencontrées, les usagers du port sont invités à contacter le responsable du port en la personne de Quentin DE BRUYCKERE, et à consigner leurs observations si nécessaire dans un registre mis à disposition.

L'autorité portuaire s'efforcera d'apporter une réponse écrite à l'ensemble des réclamations dans un délai maximum d'un mois. L'ensemble de ces insuffisances sera mis à l'ordre du jour lors des réunions prévues en conseil portuaire.

7. REGLEMENTATION DES CONTRAVENTIONS

- Contravention de grande voirie : « Il est interdit de porter atteinte au bon état et la propreté du port et de ses installations, notamment de jeter dans les eaux du port tous déchets, objets, terre, matériaux ou autres, sous peine d'une amende de 1500 € portée à 3000 € en cas de récidive » (cf. : Art L 5335-2 et Art R 5337-1 du code des transports et Art L 2132-26 du code générale de propriété des personnes publiques et le 5 alinéa de l'Art 131-13 du code pénale).
- Amende pour abandon d'ordures (Article R633-6 du Code Pénale créé par décret n°2015-337 du 25 mars 2015 - art. 1) :
Hors les cas prévus par les articles R. 635-8 et R. 644-2, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, y compris en urinant sur la voie publique, si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation.
- Amende pour non-respect des conditions de collecte des déchets (Article R632-1 du Code Pénale modifié par Décret n°2007-1388 du 26 septembre 2007 - art. 4 JORF 28 septembre 2007) :
Hors le cas prévu par l'article R. 635-8, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 2e classe le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, y compris en urinant sur la voie publique, si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation.
Est puni de la même peine le fait de déposer ou d'abandonner sur la voie publique des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, en vue de leur enlèvement par le service de collecte, sans respecter les conditions fixées par l'autorité administrative compétente, notamment en matière de jours et d'horaires de collecte ou de tri des ordures.
Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, des infractions définies au présent article. La peine encourue par les personnes morales est l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-41.

- Article 131-13 modifié par Loi n°2005-47 du 26 janvier 2005 - art. 9 JORF 27 janvier 2005 en vigueur le 1er avril 2005 : Constituent des contraventions les infractions que la loi punit d'une amende n'excédant pas 3 000 euros. Le montant de l'amende est le suivant :
 - 38 euros au plus pour les contraventions de la 1re classe ;
 - 150 euros au plus pour les contraventions de la 2e classe ;
 - 450 euros au plus pour les contraventions de la 3e classe ;
 - 750 euros au plus pour les contraventions de la 4e classe ;
 - 1 500 euros au plus pour les contraventions de la 5e classe, montant qui peut être porté à 3 000 euros en cas de récidive lorsque le règlement le prévoit, hors les cas où la loi prévoit que la récidive de la contravention constitue un délit.
- Décret n° 2015-337 du 25 mars 2015 relatif à l'abandon d'ordures et autres objets (JUSD1502543D) : le décret a aggravé l'amende encourue en cas d'abandon de détritrus sur la voie publique. L'amende encourue pour les contraventions de la 2e classe, était de 150 euros. Ces faits sont punis désormais de l'amende encourue pour les contraventions de la 3e classe, soit 450 euros. Le décret maintient toutefois une amende de la 2e classe en cas de non-respect de la réglementation en matière de collecte d'ordures, portant notamment sur les heures et jours de collecte ou le tri sélectif. La nouvelle contravention de 3e classe pourra être constatée par les agents de police municipale et pourra faire l'objet d'une amende forfaitaire de 68 euros ou d'une amende forfaitaire majorée de 180 euros. Il permet également cette constatation et cette forfaitisation pour la contravention de la 4e classe réprimant l'entrave à la libre circulation sur la voie publique, qui peut être constituée lorsque, du fait de leur importance, les ordures abandonnées entravent ou diminuent la liberté ou la sûreté de passage.

8. PROCEDURES DE CONSULTATION PERMANENTE

Une consultation annuelle sera effectuée auprès de l'exploitant du port et de ses usagers afin de vérifier les systèmes mis en place par chacun et pour en contrôler leur efficacité.

Une mise à jour du présent plan doit être effectuée au minimum tous les 5 ans. Dans ce cadre, les usagers du port seront alors consultés par le biais du Conseil Portuaire.

9. TITULAIRES DES MARCHES DE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS PORTUAIRES

Les entreprises ci-dessous sont chargées de la collecte, du traitement et de la valorisation des déchets dangereux portuaires. La prestation comprend la collecte y compris le transport et le traitement (valorisation ou élimination) des déchets dangereux amenés par les usagers du port dans les lieux de stockage (points propres des ports). Ces déchets sont évacués vers des installations classées ayant reçu les agréments préfectoraux, en vue soit d'être valorisés, soit d'être éliminés dans des installations de stockage, soit d'être commercialisés par le titulaire.

Le centre de prétraitement et de traitement agréé pour le regroupement des déchets dangereux est VALLORTEC. Cette usine est une plateforme de traitement et de valorisation des déchets dangereux pour l'environnement (ICPE enregistré sous le n° 2003-406/176-2002) située à ROGNAC (13).

La limitation de l'impact de ces déchets sur l'environnement et la santé humaine nécessite un traitement spécifique. Un bordereau de suivi de déchets dangereux (BSD) doit être émis quand les déchets dangereux sont remis pour chaque intervention.

NATURE DU DECHET	ENTREPRISES
Déchets dangereux diffus	ORTEC
Déchets pyrotechniques	OREDUI VEOLIA
Liquides et boues de curage des unités de traitement des eaux pluviales	Société DAUNET - ORTEC

10. COORDONNEES DES PERSONNES CHARGEES DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI

Responsable du port : **Quentin DE BRUYCKERE**

qdebruyckere@metropoletpm.fr

Tél : 04.94.87.68.82 ou 06.21.88.09.11

Chargée de mission Environnement : **Maryline CUESTA**

mcuesta@metropoletpm.fr

Tél : 04-83-24-30-15 / 07-63-02-64-11

11. EMBLACEMENT DES INSTALLATIONS DE RECEPTION PORTUAIRE

Les containers sont situés sur la zone de l'aire de carénage.

